

Commissioner Moscovici's introductory remarks at the Eurogroup press conference

Bonsoir. Notre réunion aujourd'hui a été l'occasion de faire un point sur l'analyse des projets de plans budgétaires pour l'année prochaine. Cette analyse est toujours en cours, bien sûr : la Commission adoptera les opinions le 21 novembre.

Néanmoins, étant donné que depuis notre dernière réunion, la Commission a, pour la première fois dans l'histoire du pacte de stabilité et de croissance, demandé à un Etat-membre qu'il soumette un projet de budget révisé, il était effectivement utile d'avoir cette discussion aujourd'hui.

J'ai souligné que la Commission fait son analyse de plans budgétaires de façon précise et objective, gardant en tête toujours l'intérêt commun de la zone euro et de tous nos citoyens. Il y a un plein respect par la Commission de la souveraineté nationale. Il y a aussi la conception d'une souveraineté partagée et du rôle qui est le nôtre de faire respecter des traités qui ont été adoptés et signés par tous. La zone euro ressemble en quelque sorte à un règlement de co-propriété. Il appartient aussi au syndic de le faire respecter, personne ne doit pouvoir s'attaquer à un mur porteur ou quoi que ce soit. C'est pour cette raison que nous insistons tellement sur l'importance d'un dialogue constructif entre Bruxelles et les Etats-membres, et sur le fait que la Commission respecte totalement les choix démocratiques nationaux, qui ne sont pas incompatibles avec le respect de notre cadre budgétaire commun qui est une règle partagée par tous, qui découle de traités adoptés par chacun.

En ce qui concerne l'Italie, je constate et je salue le fort soutien de l'Eurogroupe à l'action et l'approche de la Commission ce qui signifie qu'il n'y a pas d'un côté, une bureaucratie obscure et de l'autre côté une instance démocratique, mais qu'il y a bien un ensemble, la zone euro et dont tous les ministres approuvent et soutiennent l'approche de la Commission. Nous agissons en quelque sorte en leur nom avec leur soutien. La balle est maintenant dans le camp italien, qui doit soumettre à la Commission et à l'Eurogroupe pour le 13 novembre un projet de plan budgétaire révisé. Je compte vraiment sur un tel plan dans le cadre du dialogue que nous poursuivons. D'ici là, nous restons disponibles pour poursuivre notre dialogue avec les autorités italiennes, nous souhaitons ce dialogue car il est nécessaire pour avancer. Bien évidemment, toujours et uniquement dans le cadre de nos règles communes.

La Commission adoptera le 21 novembre son opinion sur le projet de budget révisé, au même moment qu'elle adoptera les opinions sur l'ensemble des Etats-membres de la zone euro. Donc nous progressons de manières méthodique et collective.

J'ai aussi informé l'Eurogroupe aujourd'hui que la Commission a reçu des réponses constructives de la part des cinq autres Etats-membres auxquels nous avons demandé des informations supplémentaires concernant leurs projets de plans budgétaires. Nous tiendrons donc compte de ces réponses utiles lors de la préparation de nos Opinions.

As Mario explained, we had a discussion today and made further progress towards agreement on two key issues: the design of the backstop for the Single Resolution Fund; the reform of the toolkit for the European Stability Mechanism, particularly regarding its precautionary instruments.

A credible, swiftly deployable backstop for the Single Resolution Fund is a vital building block towards a stronger Banking Union, one that can withstand future crises and can help foster the development of pan-European banks able to compete globally.

Let me add that the Commission remains convinced that another building block towards this goal is the European Deposit Insurance Scheme. We had a long exchange of views on EDIS this evening and it is clear that we are still some way from reaching a consensus that would allow us to move forward with this third and final leg of the banking union. But I take heart from the fact that there remains a widespread determination across our Member States that EDIS is a prize worth having, and that we should continue working towards that prize. And of course the Commission will continue to play its part to the full in facilitating these discussions. From our perspective, there is sufficient risk reduction to start political negotiations in December. A first concrete step could be liquidity support for national systems.

All of these proposals are about making the euro area more resilient to whatever challenges the future may throw at us, but they are also about fostering economic growth, and boosting much-needed convergence in the euro area. This is why the Commission evokes the idea of a stabilisation function and a euro zone budget.

To conclude, we are now just six weeks away from the December Euro Summit which must agree a package of measures to further strengthen our Economic and Monetary Union. So there is a clear need now to intensify our work towards credible compromises so that the outcome of the December Euro Summit is sufficiently ambitious and convincing for all actors. The Eurogroup is fully playing its role.